

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 23 au 29 août 2006

édito:

pour une confrontation des choix à gauche

articles:

LIBAN

un pays à reconstruire

AFFAIRE SEB

la jungle capitaliste contre l'intérêt général

SQUAT DE CACHAN

le coup de force de Sarkozy

CHIFFRES DU CHÔMAGE

une baisse en partie artificielle

Pour une confrontation des choix à gauche

À huit mois de l'élection présidentielle, les ingrédients d'une victoire de la gauche et d'une alternative durable ne sont pas réunis, loin s'en faut... C'est ce qui a poussé Marie-George Buffet à s'adresser, fin juillet, à toutes les formations de gauche. Chacune de ces formations, en effet, et la gauche elle-même, est placée devant une responsabilité historique. Notre peuple a un besoin impérieux, vital, d'écarter le danger d'un futur quinquennat de droite qui serait dévastateur. Les objectifs des rendez-vous électoraux de l'an prochain sont donc: battre durablement la droite, réussir à gauche en ouvrant une période nouvelle, de progrès social et démocratique.

Pas question pourtant de taire ou de gommer les désaccords et les divergences de fond. Tout doit être fait pour mobiliser toutes les forces de gauche afin de chasser la droite du pouvoir. Mais la gauche, en l'état, ne peut garantir qu'une nouvelle expérience gouvernementale répondrait aux attentes populaires et ne déboucherait pas une fois de plus sur la déception et sur l'échec.

Selon la secrétaire nationale du PCF, la résolution de cette difficile équation passe non pas par la création d'une fédération de la gauche avancée par le PS mais par la confrontation de choix politiques différents au regard de la question fondamentale posée à la gauche pour toute la période que nous vivons: aménagement des politiques libérales ou rupture avec celles-ci? Cette confrontation, à ses yeux, ne peut attendre 2007.

Pour décider de la forme d'une initiative politique permettant aux citoyens d'être informés précisément et de débattre du contenu des projets avancés par les différentes formations de gauche et les collectifs nés du débat référendaire de 2005, la dirigeante communiste a soumis à ses partenaires l'idée d'une rencontre de tous les partis de gauche en septembre.

Après une telle réunion, le 8 février dernier, la tenue de rencontres publiques avait permis tout à la fois de vérifier la volonté partagée des électrices et des électeurs de gauche d'en finir avec le pouvoir et la politique et la droite, et de mettre en évidence des convergences mais aussi des différences profondes entre les propositions des uns et des autres.

Ce débat mérite aujourd'hui d'être approfondi et précisé, par exemple sur des thèmes comme les services publics, la protection sociale et sur les moyens financiers et démocratiques d'une politique de gauche ■

LIBAN

un pays à reconstruire

Les hostilités ont cessé au Liban, les communistes français s'en réjouissent.

Tous les gouvernements concernés, ceux des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la France, les Européens, mais aussi Israël et le Liban, doivent veiller à ce que cette situation se stabilise et se confirme. Il faut faire baisser la tension et rétablir un climat comportant un minimum de respect mutuel : Israël doit retirer ses troupes et lever totalement son blocus du Liban. Le peuple libanais, après tant de souffrances, a le droit de vivre normalement. Les survols aériens du Liban et les menaces de nouvelle intervention doivent cesser. Les forces armées du Liban et celles de la FINUL vont se déployer pour garantir la souveraineté et la sécurité du Liban.

Après 34 jours de guerre, on constate, une nouvelle fois, que la logique de force ne résout rien, au contraire. Le Liban sort profondément meurtri et dévasté de cette épreuve meurtrière épouvantable. Gaza est encore sous le feu. Aucun des problèmes du Proche-Orient ne s'est rapproché d'une issue.

Il faut maintenant tirer les enseignements, reconstruire, aller vers des solutions durables. Cette crise internationale majeure, qui donne le sentiment d'un immense et tragique gâchis humain, doit pouvoir déboucher sur un sursaut de responsabilité internationale et collective. La fin des hostilités ne doit pas être qu'une parenthèse. Il faut s'attaquer aux causes véritables de la crise et des impasses d'aujourd'hui. Le Proche-Orient a besoin d'une perspective, d'un espoir.

La France et ses partenaires européens – qui ont bien besoin de rétablir la crédibilité de leur politique euro-méditerranéenne et de leur rôle dans le monde – se

doivent de prendre les initiatives qui s'imposent maintenant afin de contribuer à un nouveau processus politique de règlement du conflit israélo-palestinien par l'application des résolutions de l'ONU, par le retrait des territoires occupés, le démantèlement du mur d'annexion...

Sans solution durable et juste à ce conflit, il n'y aura pas de paix dans la région.

Le Liban doit être aidé dans sa reconstruction et pour l'affirmation d'un État de droit indépendant, démocratique et non confessionnel où seuls les pouvoirs publics puissent disposer de la force armée. Cela doit être le résultat d'un consensus politique inter-libanais et ne peut pas être imposé par la force, sauf à risquer de réunir les conditions d'une déstabilisation et de vives confrontations internes.

La France est en première ligne pour assumer au Sud-Liban une opération politico-sécuritaire internationale délicate et décisive pour l'avenir. Elle doit le faire avec le plus grand sens des responsabilités.

La Commission d'enquête internationale décidée d'urgence par la Commission des droits de l'Homme de l'ONU sur " la prise pour cible et le meurtre systématique de civils par l'armée israélienne au Liban ", doit rappeler le caractère inacceptable, sur le plan éthique, en toute circonstance, des crimes de guerre et de l'absolue exigence du respect par tous des conventions de Genève et du droit humanitaire.

Enfin, une attention particulière doit être accordée à la sécurité de l'ensemble de la région, à la démilitarisation, au désarmement multilatéral et contrôlé, notamment nucléaire, et à la non-prolifération ■

AFFAIRE SEB

la jungle capitaliste contre l'intérêt général

SEB, le premier fabricant européen d'électroménager, a fait son miel sur les ruines encore fumantes de Moulinex dont la plupart des salariés n'ont toujours pas été reclassés.

Après avoir avalé Tefal, Calor, Rowenta, All-Clad aux États-Unis, Lagostina en Italie, Panex au Brésil, voilà qu'en deux semaines, SEB rachète coup sur coup une entreprise américaine, Mirro Wearever, et un groupe chinois, Supor.

Cette acquisition nous est présentée comme le moyen de conquérir de nouveaux marchés. Mais il s'agit surtout pour les actionnaires d'accumuler du capital pour augmenter toujours plus leurs dividendes. La preuve ! Le cours des actions de SEB à la Bourse a augmenté d'un coup de 3%. Déjà, ces dernières années, les actionnaires de ce mastodonte ont augmenté les rémunérations de leurs actions de plus de 25% et leur PDG vient d'annoncer qu'il veut augmenter encore de 1 à 2% ses bénéfices.

Ce groupe fructifie grâce à la mise en œuvre d'un plan social chaque année. Alors que les salaires ne représentent en moyenne que 10% de la valeur des produits fabriqués, SEB veut pressurer encore le coût du travail. Voilà pourquoi il n'a que faire des salariés qui ont contribué à la prospérité de l'entreprise. Il les jette au chômage, sacrifie des territoires pour aller demain surexploiter des ouvriers chinois et réexpédier ses productions en Europe.

Mieux. SEB s'est développé toutes ces dernières années grâce aux exonérations sociales octroyées par l'État aux entreprises sur les bas salaires. En même temps qu'il rachète à l'étranger, SEB annonce la fermeture d'au moins trois usines françaises – au Syndicat dans les Vosges, à Fresnay dans la Sarthe, à Dampierre dans le Jura. L'emploi à l'usine de Vernon, dans l'Eure, diminuerait

également. Voilà la scandaleuse mécanique capitaliste à l'œuvre.

Comment dans ces conditions la droite au pouvoir ose-t-elle se targuer d'un regain de croissance et de créations d'emplois ? SEB doit des comptes. Resterait-il demain une filière française et européenne de l'électroménager ? La responsabilité politique, sociale et territoriale du pouvoir et de l'entreprise est engagée. En ce sens, un moratoire doit être décidé d'urgence sur les fermetures d'entreprises françaises et les réductions d'emplois envisagées.

Les recherches sur les nouveaux besoins domestiques que pourrait satisfaire ce secteur doivent être rendues publiques. C'est le cas en particulier concernant les investissements nécessaires pour des systèmes de climatisation, de traitement de l'eau ou des déchets ménagers.

Le moment n'est-il pas venu d'instaurer une taxe sociale sur les réimportations effectuées par des groupes comme SEB ? Une telle ressource permettrait d'alimenter un fonds d'amélioration des conditions sociales des travailleurs dans les pays où les activités sont délocalisées.

Le système prédateur des fusions et acquisitions par les plus grands groupes devrait être remplacé par des mécanismes de coopérations entre États, régions, entreprises, banques à l'échelle mondiale.

Les communistes ont proposé de tenir dans chaque région, cet automne, des conférences pour l'emploi, la formation, le développement durable. Elles seront des lieux utiles pour le débat et l'action, pour la sécurisation de l'emploi, le développement de la recherche et de la formation.

SEB est une nouvelle preuve de l'incompatibilité de la jungle capitaliste avec l'intérêt général. Seul un rassemblement populaire sur des bases anti-capitalistes peut permettre d'inverser ces choix, de défendre l'emploi, la vie régionale, la solidarité entre les hommes et entre les territoires, la coopération entre les pays ■

SQUAT DE CACHAN

le coup de force de Sarkozy

Les forces de police ont évacué à la mi-août le squat de Cachan où se trouvaient des centaines de personnes dont de nombreux enfants.

Nombre de ces personnes étaient des sans-papiers et les enfants étaient scolarisés.

Cette décision de recourir à la force publique pour expulser l'ensemble de ces familles, sans engager une procédure de relogement pérenne ni une régularisation était une véritable provocation. Cet acharnement à faire du chiffre dans l'urgence, sans se préoccuper de l'avenir de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants, à quelques jours de la rentrée scolaire, est insupportable.

Cette expulsion à grande échelle marque le franchissement d'un pas supplémentaire dans la violence et l'irresponsabilité alors que chaque cas nécessiterait dignité, humanité et respect.

“J'ai fait mon devoir!”. Comme de coutume, Nicolas Sarkozy ne regrette rien. Il maintient son cap et tente de répliquer à la vague d'indignation qui a suivi son coup de force.

De son côté, la machine administrative et judiciaire ne perd pas de temps. Les 70 étrangers en situation irrégulière interpellés lors de l'évacuation avaient été placés aussitôt dans les centres de

réception de Vincennes et de Seine-et-Marne. Avec, pour tous, un arrêté de reconduite à la frontière dûment rédigé par la préfecture du Val de Marne.

L'évacuation du plus grand squat de France place désormais de très nombreuses familles dans une situation catastrophique. Elle n'en finit pas d'être dénoncée par les responsables politiques et les différentes associations. Les communistes, qui ont toujours soutenu ces familles dans leur lutte pour le logement et les papiers, en appellent à la solidarité et à la mobilisation. Président du Conseil général du Val de Marne, Christian Favier a été très présent aux côtés des familles expulsées, tout comme de nombreux élus et militants communistes.

Le président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Michel Tubiana, a accusé Sarkozy d'“exploiter le filon xénophobe, sécuritaire : visiblement, il veut en faire un thème de campagne présidentielle au risque de ranimer en France des manifestations de racisme et de xénophobie”.

Pour la CGT, c'est “un pas de plus dans l'ignominie. Le coup de force de Cachan a touché des immigrés dont la plupart ont un emploi. Il apparaît s'inscrire dans une opération médiatique de séduction de l'électorat d'extrême droite en vue des prochaines échéances électorales” ■

CHIFFRES DU CHÔMAGE

une baisse en partie artificielle

Selon le Premier ministre, la baisse du chômage serait quasiment ininterrompue depuis le début de l'année.

Son ambition serait de passer sous la barre des deux millions, ce qui, selon lui, n'a pas été égalé depuis 23 ans. Voilà pour la version ministérielle. En réalité, la comparaison déjà est douteuse. Entre ces deux dates, le mode de comptabilisation des chômeurs a changé. Les chiffres officiels ne retiennent aujourd'hui que les demandeurs d'emploi de catégorie 1, c'est-à-dire les personnes inscrites à l'ANPE, qui cherchent du travail à temps plein et à durée indéterminée, et qui n'ont pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures le mois précédent. Un décret du Conseil d'État de 1992 considère en effet que ceux qui exercent ces petits jobs ne sont plus "immédiatement disponibles". Donc pas chômeurs.

Pour comparer les chiffres sur plus de 20 ans, il faudrait au minimum ajouter ces personnes recensées comme "demandeurs d'emploi de catégorie 6"; ils sont aujourd'hui 450 000, un chiffre en constante augmentation depuis 2002. Soit un total de demandeurs d'emploi de 2 640 000. L'objectif des 2 millions s'éloigne.

Quant à la baisse actuelle, elle est largement l'effet d'un trompe l'œil. Elle n'est pas due à une dynamique de créations d'emploi dans le secteur marchand. L'emploi salarié est au même niveau qu'il y a quatre ans (15,4 millions

d'emplois en mars 2002, 15,5 en mars 2006). En juin, les sorties de l'ANPE pour "reprise d'emploi" ont diminué par rapport aux trois mois précédents. Seules 25 % des sorties de l'ANPE le sont du fait d'une reprise d'emploi déclarée, ces emplois étant majoritairement des contrats précaires, CDD ou intérim.

Elle repose largement sur la multiplication des contrats aidés réactivés par le plan de cohésion sociale de Jean-Louis Borloo (contrats de professionnalisation pour les jeunes, contrats d'avenir, contrats d'accompagnement dans l'emploi pour les chômeurs de longue durée).

Elle bénéficie également d'une démographie favorable (due notamment à l'augmentation des départs à la retraite) : en 2004, la population active a augmenté de 108 000, en 2005 de 67 000, en 2006 on prévoit 24 000. En trois ans, le nombre de créations d'emplois nécessaires pour faire baisser le chômage a été divisé par quatre.

Une pincée de radiations et le tour est joué. En juin, les radiations administratives (par exemple pour absence à une convocation) ont augmenté de 20 %, à 43 707. Quant aux radiations pour "absence au contrôle", elles ont augmenté de 5 %, à 146 851.

Villepin compte sur ses effets d'annonce pour se refaire une santé, mais c'est en grande partie une tentative d'autoper-suasion ■